



**Visite de l'honorable George J. Furey, c.r.,
président du Sénat,
et d'une délégation parlementaire,
République arabe d'Égypte et République de Turquie**

du 19 au 24 mai 2019

L'honorable George J. Furey, c.r., président du Sénat, a dirigé une délégation parlementaire en visite officielle en République arabe d'Égypte et en République de Turquie du 19 au 24 mai 2019.

La délégation a l'honneur de déposer son

Rapport

La délégation officielle était composée des membres suivants :

- L'honorable George J. Furey, c.r., président du Sénat;
- L'honorable Nicole Eaton, présidente intérimaire;
- L'honorable Dennis Dawson, sénateur;
- L'honorable Josée Forest-Niesing, sénatrice;
- M. Stuart Barnable, chef de cabinet du président;
- M^{me} Catherine Cuerrier, secrétaire de la délégation.

Contexte – République arabe d'Égypte

La République arabe d'Égypte exerce un rôle influent dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Avec une population estimée à 96,9 millions d'habitants, l'Égypte est le pays arabe le plus peuplé et un centre important de la culture arabe et de la pensée islamique. La Ligue arabe, une organisation régionale composée de 22 pays membres, a d'ailleurs son siège au Caire. En 2019, l'Égypte assume la présidence de l'Union africaine (UA) et elle continue de diriger les efforts de médiation entre Israël et le Hamas et de jouer un rôle de premier plan au Soudan et en Libye.

Les événements du Printemps arabe de 2011, au cours duquel de grandes manifestations publiques et des soulèvements à l'encontre des gouvernements autocrates ont eu lieu dans de nombreux pays de la région MENA, ont marqué le début d'une période de forte instabilité politique en Égypte. En un peu plus de deux ans, le président égyptien de longue date, M. Hosni Moubarak, et son successeur démocratiquement élu, M. Mohammed Morsi, ont été renversés par l'armée à la suite de manifestations publiques massives. Dans les deux cas, le renversement du président a été accompagné de l'approbation par référendum d'une nouvelle constitution, ainsi que de la tenue d'élections parlementaires et présidentielles. L'actuel président égyptien, M. Abdel Fatah Al-Sisi, a été élu en 2014 et réélu en mars 2018.

La constitution actuelle, approuvée en 2014, a été modifiée en avril 2019 et des changements importants ont été apportés aux trois branches du gouvernement, dont le rétablissement de la chambre haute, créée à l'origine en 1980 et abolie dans la constitution de 2014. Les élections de la nouvelle chambre, le Sénat, sont prévues pour 2020.

Depuis 2014, l'Égypte souffre d'un climat économique difficile, d'une présence terroriste importante en plus d'une forte croissance démographique. Ces éléments ont contribué à une réduction considérable du tourisme et des flux d'investissements, à une hausse de

l'inflation, à un chômage élevé persistant ainsi qu'à des pénuries de biens essentiels. Pour faire face à ces défis, le gouvernement égyptien a entrepris une série de réformes économiques et fiscales, en partie comme condition d'un accord de prêt de 2016 avec le Fonds monétaire international (FMI). Des réformes au cours des dernières années, notamment l'instauration de la monnaie égyptienne flottante (livre égyptienne), l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée, la réduction des subventions d'État pour les produits de première nécessité dont le carburant, et la vente d'actifs d'État, ont commencé à rapporter en ce qui concerne la croissance économique durable et des améliorations considérables de la situation financière du gouvernement. Le gouvernement égyptien a également renforcé les pouvoirs des forces de sécurité, y compris des forces armées, pour lutter contre le terrorisme, en particulier dans le Sinaï. Il a aussi adopté une politique de développement, le Plan national de développement de l'Égypte pour 2030 (Égypte 2030), qui met l'accent sur la création d'emplois, la stimulation des investissements et la promotion de la participation du secteur privé. Le plan vise aussi à améliorer les compétences professionnelles des jeunes et à faire face à la croissance démographique.

Ayant été confrontée à une prolifération d'attaques terroristes et à une insurrection armée dans le nord du Sinaï, où des groupes affiliés à Daech sont actifs, l'Égypte est en état d'urgence depuis avril 2017. En février 2018, elle a lancé l'opération de grande échelle « Sinaï 2018 » ciblant les terroristes, les éléments criminels et les organisations dissidentes.

Les groupes de défense des droits de la personne ont dénoncé la situation des droits de la personne en Égypte, la qualifiant de pire dans l'histoire du pays, avec un système judiciaire affaibli et une augmentation des arrestations et des détentions prolongées de ceux qui critiquent l'État. Les questions religieuses sont une priorité pour le président Sisi, qui a promis de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les chrétiens coptes de la menace extrémiste islamiste et pour préserver l'unité du pays face aux attaques sectaires. Néanmoins, les chrétiens coptes demeurent une cible fréquente d'attaques.

L'Égypte est le 45^e partenaire commercial bilatéral du Canada. Le Canada a d'importants investissements en Égypte dans le domaine pétrochimique, pétrolier et gazier. Les programmes d'aide au développement du Canada en Égypte s'élèvent à environ 5 millions de dollars CA par année et sont axés sur la croissance économique durable, y compris l'enseignement de compétences entrepreneuriales aux femmes et aux jeunes, l'atténuation des répercussions de la crise des réfugiés syriens et l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale pour les micros, petites et moyennes entreprises. Le programme canadien d'aide au développement est étroitement aligné sur le plan Égypte 2030.

Les affaires consulaires occupent une place importante dans les relations bilatérales entre le Canada et l'Égypte. On estime à environ 99 000 le nombre de personnes d'origine égyptienne au Canada et à environ 25 000 le nombre de Canadiens en Égypte.

Objectifs – République arabe d'Égypte

La visite en République arabe d'Égypte avait pour objectifs de consolider les relations bilatérales entre les deux pays, de faire la promotion des valeurs démocratiques et des intérêts canadiens, ainsi que d'échanger de l'information et des pratiques exemplaires en matière de bonne gouvernance publique. Elle servait aussi à discuter de questions liées au commerce et au développement international et à la coopération dans le domaine de l'éducation et de la sécurité régionale.

Rencontres – République arabe d'Égypte

Lors de sa visite au Caire, en République arabe d'Égypte, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

- Son Excellence monsieur Abdel Fattah Al-Sisi, président de la République arabe d'Égypte;
- Son Excellence Dr. Ali Abdel Aal, président de la Chambre des représentants;
- Son Excellence monsieur Sameh Shoukry, ministre des Affaires étrangères;
- Son Excellence Dr. Khaled Atef Abdul Ghaffar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
- Son Éminence Ahmad Al-Tayyeb, grand cheikh de l'Université Al-Azhar et grand imam d'Al Azhar;
- Sa Grâce mgr Daniel, évêque de district de Maadi et du Caire et secrétaire général du Saint-Synode de l'Église copte orthodoxe.

Rencontre avec Son Excellence monsieur Abdel Fattah Al-Sisi, président de la République arabe d'Égypte

Le président Furey et la délégation ont été chaleureusement accueillis au palais présidentiel par Son Excellence monsieur Abdel Fattah Al-Sisi, président de la République arabe d'Égypte. Le président Sisi s'est réjoui de la présence d'une délégation canadienne en Égypte et s'est dit encouragé par l'amélioration des relations entre les deux pays. Il a indiqué que l'Égypte et le Canada entretenaient de solides relations politiques, commerciales et sociales, et a émis l'avis que cette visite renforcerait davantage ces relations. Il a également exprimé l'espoir d'une chaleureuse amitié entre les deux parlements.

Le président Furey a salué l'engagement du président Sisi à mettre en œuvre de difficiles réformes économiques.

Le président Sisi a poursuivi en expliquant longuement sa vision de l'Égypte et en présentant une vue d'ensemble de l'étendue et de la portée des défis qu'elle doit relever. Son Excellence a mis l'accent sur ses priorités en matière de développement économique et les moyens de protéger l'Égypte contre le terrorisme et les menaces. Il a rappelé que l'Égypte était située dans une région turbulente et que les pays de la région subissaient les répercussions du terrorisme et de l'instabilité sans cesse croissante. Il a fait remarquer l'ampleur des défis auxquels l'Égypte et la région sont confrontés, soulignant le développement insuffisant, la pauvreté, l'ignorance et l'extrémisme.

Son Excellence a poursuivi l'entretien en discutant de la longue histoire de tolérance et d'inclusivité de l'Égypte, avouant que ces traditions s'étaient érodées ces dernières années en raison de l'omniprésence de l'idéologie islamique extrémiste que défendent les Frères musulmans. Il a toutefois ajouté que des progrès considérables avaient été réalisés au cours des cinq dernières années grâce à la résilience des Égyptiens et à leur désir d'améliorer leur pays. Le président Sisi a rendu hommage aux Égyptiens qui luttent contre le terrorisme et s'est dit d'avis que depuis que la nation a rejeté le gouvernement des Frères musulmans, l'Égypte avançait dans la bonne direction, notamment en ce qui concerne la tolérance religieuse.

La discussion s'est close sur l'importance que le gouvernement Sisi accorde aux jeunes et au respect des femmes, estimant que l'éducation était la clé, compte tenu du profil démographique jeune et grandissant de l'Égypte. Les deux convives se sont dits heureux de l'établissement l'an dernier de l'Université du Canada en Égypte (UCE) dans la nouvelle capitale administrative de l'Égypte. Le président Sisi a fait observer que 60 % des 100 millions d'habitants de l'Égypte étaient des jeunes et que le gouvernement était aux prises avec d'énormes défis pour leur apporter un soutien, notamment en matière d'éducation, de soins médicaux, d'occasions d'emploi et de logement. Le président Sisi a concédé qu'il restait encore beaucoup de travail à faire à l'égard des questions intéressant les femmes et a ajouté que des modifications apportées dernièrement à la constitution égyptienne exigeaient désormais qu'au moins 25 % des sièges parlementaires soient détenus par des femmes.

Rencontre avec Son Excellence Dr. Ali Abdel Aal, président de la Chambre des représentants

Accompagné de deux vice présidents et de huit députés, Son Excellence Dr. Ali Abdel Aal, président de la Chambre des représentants, a accueilli le président Furey et la délégation sur le perron de l'édifice du Parlement de l'Égypte pour ensuite se diriger à ses bureaux. Le président Aal a qualifié la visite d'historique et a louangé les bonnes relations qu'entretiennent depuis longtemps l'Égypte et le Canada. Il a exprimé, comme d'autres députés présents, l'espoir que cette visite marque le début d'une intensification de la collaboration entre les deux pays par la diversification de leurs relations bilatérales et la multiplication d'échanges parlementaires de haut niveau. Le président Furey s'est réjoui de sa présence en Égypte et a fait état de la beauté du pays et de l'accueil qu'avait reçu la délégation jusqu'alors. Il a enfin offert au président Aal et à ses convives ses meilleurs vœux pour le ramadan.

Le président Aal a fait un bref survol de la situation politique et économique en Égypte et a discuté brièvement des modifications constitutionnelles adoptées en avril 2019 et des changements que celles-ci apporteront au système parlementaire égyptien actuel, notamment par la restauration de la Chambre du Sénat. Son Excellence a aussi fait savoir qu'il espérait que les réformes économiques entreprises par son gouvernement au cours des dernières années auraient un impact positif sur le nombre d'investissements canadiens en Égypte, particulièrement dans le secteur minier.

Les deux présidents ayant tous les deux une expérience dans le domaine de l'éducation, la conversation s'est ensuite tournée vers le désir de l'Égypte d'améliorer ses

programmes d'études afin d'atteindre les plus hautes normes et d'attirer une communauté estudiantine internationale. Le président Furey a confirmé que l'éducation est une composante importante de la relation entre l'Égypte et le Canada. Il s'est dit très heureux de la création de l'UCE, construite dans la nouvelle capitale administrative de l'Égypte et inaugurée en septembre 2018, laquelle offre des diplômes universitaires canadiens en partenariat avec l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les deux présidents ont ensuite discuté de sécurité, le président Aal mentionnant que la Libye et le Soudan sont les principales préoccupations de l'Égypte en matière de sécurité et réitérant les efforts du gouvernement égyptien afin de contrer le terrorisme et d'offrir une stabilité aux citoyens tout en préservant leurs droits.

Le président Aal a enfin mentionné l'idée de mettre sur pied un groupe d'amitié parlementaire Canada Égypte, et le président Furey s'est dit d'accord pour étudier plus à fond cette idée. Les deux présidents ont fait l'éloge de la communauté canado-égyptienne, une diaspora estimée par Son Excellence à plus de 150 000 Égyptiens vivant au Canada.

Rencontre avec Son Excellence monsieur Sameh Shoukry, ministre des Affaires étrangères

Son Excellence monsieur Sameh Shoukry, ministre des Affaires étrangères, a reçu la délégation canadienne dans ses bureaux. Le président Furey a déclaré son enthousiasme pour le resserrement des relations bilatérales entre l'Égypte et le Canada et s'est dit favorable aux efforts déployés par l'Égypte pour promouvoir la sécurité dans la région. Le ministre Shoukry a indiqué espérer un engagement de haut niveau plus élevé de la part du Canada afin de donner un nouvel élan aux relations bilatérales entre les deux pays et d'atteindre ainsi un meilleur équilibre de la part du Canada en ce qui concerne sa politique étrangère.

Le ministre Shoukry a réitéré les préoccupations du président Sisi concernant l'extrémisme et les Frères musulmans, constatant que l'Occident n'avait pas bien compris leur rôle en tant que cause fondamentale de l'extrémisme. Le président Furey a souligné l'importance de la tolérance et de l'éducation pour lutter contre le terrorisme.

Des questions régionales ont aussi été abordées, notamment concernant la Libye. Le ministre Shoukry a présenté un survol des préoccupations de l'Égypte, lesquelles sont essentiellement axées sur les turbulences à sa frontière occidentale qui menacent sa stabilité. Il a insisté sur le désir de l'Égypte de vouloir stabiliser la situation et a fait remarquer qu'il y avait un trop grand nombre d'interlocuteurs et d'intérêts en jeu et que l'instabilité perpétuelle avait incité le maréchal Haftar à prendre des mesures pour rétablir un environnement sécuritaire et stable pour la tenue des élections.

Rencontre avec Son Excellence Dr. Khaled Atef Abdul Ghaffar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Le président Furey et sa délégation ont été accueillis par Son Excellence Dr. Khaled Atef Abdul Ghaffar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui était accompagné de hauts fonctionnaires, notamment le sous ministre et les chefs de

nombreux centres de recherche dans des domaines tels que la santé, les sciences humaines et les études sociales. Le ministre Ghaffar a chaleureusement parlé de l'engagement du Canada dans le secteur de l'éducation en Égypte et de sa prestigieuse réputation, soulignant en termes élogieux la présence de l'UCE dans la nouvelle capitale administrative de l'Égypte, ainsi que du très grand nombre d'étudiants égyptiens qui sont inscrits au programme d'études du Canada dans d'autres établissements en Égypte. Il a fortement encouragé une plus grande collaboration entre l'Égypte et le Canada dans un large éventail de domaines de recherche scientifique et d'initiatives universitaires. Le ministre Ghaffar s'est dit d'avis que ce type de partenariat et d'échange de connaissances avec des pays occidentaux est essentiel au développement continu de l'Égypte. Il a fait remarquer que des douzaines de nouvelles universités égyptiennes avaient ouvert leurs portes au cours de la dernière année et que d'autres ouvertures étaient à venir. Il a d'ailleurs encouragé les universités canadiennes à nouer des liens avec ces nouveaux centres.

Le ministre Ghaffar a enfin parlé du problème que représente pour l'Égypte l'exode des jeunes talents, déclarant qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour offrir aux étudiants égyptiens qui étudient à l'étranger des incitatifs pour revenir en Égypte et contribuer à l'avancement du pays.

Rencontre avec Son Éminence Ahmad Al-Tayyeb, grand cheikh de l'Université Al-Azhar et grand imam d'Al-Azhar

Son Éminence Ahmad Al-Tayyeb, grand cheikh de l'Université Al-Azhar et grand imam d'Al-Azhar, a reçu la délégation pour un bref entretien. Au nom de la délégation canadienne, le président Furey a offert, à l'occasion du ramadan, ses vœux sincères au grand imam, qui les a chaleureusement acceptés. M. Al-Tayeb a présenté à la délégation un aperçu du travail accompli par la mosquée Al-Azhar, une des plus anciennes mosquées du Caire, qui encourage la pratique modérée de l'islam sunnite et favorise le dialogue entre les religions. Il a parlé d'une initiative conjointe de la mosquée Al-Azhar et de l'Église copte orthodoxe appelée « Maison familiale » qui a été mise sur pied en 2011 et qui a bénéficié à ses débuts du soutien de plusieurs pays ayant des vues similaires, dont le Canada. L'objectif de la Maison familiale consiste à réunir les musulmans et les chrétiens égyptiens et à favoriser une compréhension interconfessionnelle. Elle organise régulièrement des conférences internationales.

Le grand imam a également expliqué le rôle de la mosquée Al-Azhar comme siège de l'Université Al-Azhar, une des plus anciennes universités islamiques encore actives au monde, qui supervise un programme d'études que suivent plus de deux millions d'étudiants. Le grand imam a parlé en termes très positifs du Canada, louangeant la nature tolérante et inclusive de la société multiculturelle canadienne.

Après la rencontre, la délégation a effectué une visite de l'observatoire de haute technologie d'Al-Azhar, où des étudiants de premier cycle de l'Université d'Al-Azhar surveillent l'Internet et les médias sociaux. La délégation canadienne a pu en apprendre davantage sur leur lutte contre les messages extrémistes dans de nombreuses langues en se fondant sur la théologie modérée prescrite par Al-Azhar.

Rencontre avec Sa Grâce mgr Daniel, évêque de district de Maadi et du Caire et secrétaire général du Saint-Synode de l'Église copte orthodoxe

Le président Furey et la délégation ont été reçus à la cathédrale copte orthodoxe de Saint Marc par l'évêque Daniel, secrétaire général du Saint Synode et délégué de Sa Sainteté le pape Théodore II s. L'évêque Daniel et le président Furey ont discuté de la diaspora copte au Canada et l'énorme contribution que cette communauté a apportée à la société canadienne dans de nombreux domaines. Le président Furey a d'ailleurs exprimé sa vive condamnation des attaques récentes d'extrémistes contre la communauté chrétienne d'Égypte.

Après la rencontre, la délégation a effectué une visite de l'église Saint Pierre et Saint Paul, adjacente à la cathédrale, où en décembre 2016, un attentat suicide a tué 29 fidèles réunis dans l'église, essentiellement des femmes et des enfants. Bien que les dommages aient été entièrement réparés, un pilier présentant des trous de projectiles a été conservé afin de commémorer cette terrible attaque. La femme d'un gardien de l'église décédé en luttant contre l'assaillant était présente dans l'église au moment de la visite et la délégation a eu l'honneur de s'entretenir avec elle pendant quelques instants.

Autres activités

Au cours de sa visite au Caire, la délégation a eu l'occasion de rencontrer un groupe d'éminents Égyptiens experts dans des domaines tels que l'économie égyptienne, le droit international, les relations internationales, la microfinance, la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et l'agriculture. Les délégués ont pu en apprendre davantage sur la situation politique et économique actuelle au pays.

La délégation a également eu droit à une visite guidée du Parlement égyptien.

Le président Furey et sa délégation ont enfin pu apprécier la culture égyptienne en visitant les trois grandes pyramides de Gizeh ainsi que le Sphinx, où ils ont pu admirer les vestiges monumentaux les plus emblématiques de la civilisation égyptienne. Les délégués ont aussi pu en apprendre davantage sur le projet de construction du Grand Musée égyptien en visitant le chantier du musée.

Contexte – République de Turquie

La République de Turquie est une république présidentielle ayant un Parlement unicaméral. Dix-septième économie mondiale, la Turquie est membre du G20 et se classe au troisième rang des nations les plus peuplées d'Europe avec ses quelque 82 millions d'habitants. Il s'agit de l'économie européenne dont la population est la plus jeune. En 1963, la Turquie est devenue membre associé de la Communauté européenne et depuis 2005, le pays participe à des négociations officielles sur l'accession à l'Union européenne (UE). La Turquie compte 3,6 millions de réfugiés syriens enregistrés et plus de 365 000 demandeurs d'asile venus d'ailleurs, soit le nombre le plus élevé de réfugiés au monde.

La constitution actuelle de la Turquie, promulguée en 1982, a été modifiée quatre fois à l'issue d'un vote populaire, et quinze fois par des mesures législatives. Le plus récent

référendum sur la constitution a eu lieu en avril 2017, alors que le pays était en état d'urgence. Une faible majorité de l'électorat turc (51,4 %) a voté en faveur des réformes constitutionnelles qui ont fait passer le pays d'un régime parlementaire à un régime présidentiel après l'élection qui a reconduit au pouvoir l'actuel président, M. Recep Tayyip Erdoğan, en juin 2018. À la suite de sa réélection, le président Erdoğan a renforcé son contrôle centralisé sur la Turquie, où il devrait rester au pouvoir au moins jusqu'en 2023. La nouvelle constitution confère au président un plus grand pouvoir unilatéral, avec moins de poids et contrepoids de la part de l'Assemblée législative et de l'appareil judiciaire. En vertu de ce nouveau système, les vice-présidents et les ministres rendent compte uniquement au président, et non au Parlement, et le poste de premier ministre a été aboli.

L'histoire de la Turquie a été ponctuée par différents coups d'État militaires et tentatives de coups d'État. Notamment, le 15 juillet 2016, une tentative de coup d'État contre le gouvernement d'Erdoğan a fait 241 morts et environ 2 200 blessés. Le gouvernement de la Turquie allègue que le mouvement Gülen, mené par M. Fethullah Gülen, imam établi aux États-Unis et ancien allié politique de l'AKP, était derrière la tentative. Quelques jours plus tard, le président Erdoğan a décrété un état d'urgence qui a duré deux ans. Le gouvernement turc, tout comme des millions de citoyens, a considéré cette tentative comme une menace grave et existentielle pour la démocratie turque, et les dirigeants ont obtenu un soutien populaire retentissant pour avoir traduit les responsables en justice.

« Vision 2023 » constitue l'ambitieux plan du gouvernement de la Turquie en matière de développement socioéconomique jusqu'en 2023, année du centenaire de la République turque. La Turquie est un marché émergent diversifié qui a démontré sa force dans l'industrie manufacturière, en particulier dans le textile et l'automobile. Son économie présente un potentiel important à long terme, bien qu'elle ait été confrontée à des défis politiques et économiques ces dernières années. Compte tenu de sa situation géographique stratégique et des accords commerciaux qu'elle a conclus, la Turquie offre un accès remarquable aux marchés européens (y compris l'accès préférentiel à l'Union européenne au moyen de l'Union douanière), au Caucase, à l'Asie centrale et au Moyen-Orient. La Turquie est un marché prioritaire dans les stratégies du Canada en matière d'infrastructure et d'éducation internationale.

En 2018, la Turquie était le 23^e partenaire commercial du Canada.

Le Canada et la Turquie entretiennent des relations diplomatiques de longue date. La Turquie a ouvert son ambassade à Ottawa en 1944, et le Canada a nommé son premier ambassadeur en Turquie en 1947. Le Canada et la Turquie sont tous les deux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), du Groupe des 20, de l'OSCE, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Conseil de l'Europe.

En 2018, on trouvait au Canada une diaspora turque de plus de 65 000 personnes et environ 6 000 Canadiens résidaient en Turquie.

La Turquie est un marché prioritaire en matière d'éducation. On évalue actuellement la communauté estudiantine turque au Canada à environ 3 000 étudiants.

Objectifs – République de Turquie

Les objectifs de la visite étaient de promouvoir les intérêts du Canada et ses valeurs démocratiques, de resserrer la collaboration parlementaire et de souligner l'importance des relations diplomatiques qu'entretiennent la Turquie et le Canada depuis plus de 75 ans.

Cette visite a aussi été l'occasion de développer les relations commerciales, de discuter de questions liées à la coopération et aux possibilités en matière d'éducation entre les deux pays, d'encourager le maintien d'un dialogue parlementaire par la promotion plus soutenue des échanges parlementaires ainsi que de réaffirmer l'importance des groupes d'amitié.

Rencontres – République de Turquie

Lors de sa visite à Ankara, en République de Turquie, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

- Son Excellence monsieur Recep Tayyip Erdoğan, président de la République de Turquie;
- Son Excellence monsieur Mustafa Şentop, président de la Grande Assemblée nationale;
- M. Mehmet Ersoy, ministre de la Culture et du Tourisme;
- M. Ziya Selçuk, ministre de l'Éducation nationale.

Rencontre avec Son Excellence monsieur Recep Tayyip Erdoğan, président de la République de Turquie

Son Excellence monsieur Recep Tayyip Erdoğan, président de la République de Turquie, a souhaité la bienvenue au président Furey ainsi qu'à la délégation dans ses bureaux. Le président Erdoğan a parlé de la nécessité d'effectuer régulièrement des visites de haut niveau. Le président Erdoğan a souligné la nécessité de travailler en solidarité pour accroître les relations commerciales dans des secteurs stratégiques, notamment par le biais du Comité mixte sur l'économie et le commerce (CMEC) et, en définitive, d'un accord de libre-échange.

Le président Furey a remercié le président Erdoğan du traitement accordé par la Turquie aux réfugiés et de ses efforts dans la lutte contre l'islamophobie, et pour lui indiquer que le Canada était prêt à ratifier l'accord concernant le CMEC.

Le président Erdoğan a parlé abondamment de la menace terroriste que posent les activités du mouvement Gülen en Turquie et à l'étranger, particulièrement par l'entremise d'établissements éducatifs et culturels. Il a également exprimé sa gratitude envers le Canada pour avoir révoqué le statut d'organisme de bienfaisance de l'Anatolia Cultural Foundation en raison de ses liens avec le PKK.

Rencontre avec Son Excellence monsieur Mustafa Şentop, président de la Grande Assemblée nationale

Accompagné d'une délégation parlementaire, Son Excellence monsieur Mustafa Şentop, président de la Grande Assemblée nationale, a reçu le président Furey et la délégation dans ses bureaux du Parlement.

Le président Şentop a insisté sur l'importance des relations diplomatiques de longue date que les deux pays entretiennent. Il a souligné le fait que la visite d'une délégation canadienne tombait à point afin d'approfondir leurs relations bilatérales. Les deux présidents ont déclaré que ces relations s'appuient sur un fort potentiel mutuel d'échanges éducatifs, culturels, commerciaux et d'investissements, et des valeurs et approches communes à l'égard des grands enjeux régionaux et mondiaux notamment à titre de partenaires stratégiques au sein de l'OTAN et de l'OSCE. L'un des membres de la délégation canadienne et également du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Turquie, a indiqué que le Groupe viendra en Turquie en temps opportun après les élections de l'automne au Canada.

En faisant un retour sur les événements lors de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, Son Excellence a salué le travail du Canada dans la lutte contre la menace terroriste. Il a souligné que les groupes terroristes ciblaient la Turquie, mais que ceux-ci avaient des organisations à travers le monde ce qui en faisait un problème mondial.

Le président Şentop a exprimé son désir d'approfondir considérablement les relations commerciales avec le Canada, notamment par la mise sur pied d'un CMEC. Il évalue la communauté estudiantine turque au Canada à près de 10 000 étudiants et a dit désirer voir plus d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs canadiens en Turquie. Selon lui, ces échanges constituent un pont entre deux pays.

En guise de clôture, le président Furey a invité le président Şentop à effectuer une visite au Canada.

Rencontre avec M. Mehmet Ersoy, ministre de la Culture et du Tourisme

M. Mehmet Ersoy, ministre de la Culture et du Tourisme, accompagné d'une importante délégation du Ministère et de sa Direction du patrimoine culturel et des musées, a reçu la délégation dans ses bureaux.

Le président Furey a amorcé la rencontre en exprimant sa gratitude pour le soutien de la Turquie à la cérémonie de Gallipoli en septembre 2018, la qualifiant de geste d'amitié extraordinaire à l'endroit de Terre-Neuve-et-Labrador et du Canada.

Il a ensuite demandé au ministre Ersoy d'expliquer sa vision sur la voie à suivre concernant le projet archéologique de Tayinat et une potentielle exposition des artefacts turcs au Musée royal de l'Ontario (MRO). Le ministre Ersoy a insisté sur le fait que les travaux d'excavation et l'exposition étaient deux activités totalement indépendantes l'une de l'autre et que les obstacles liés à l'excavation n'empêchaient nullement les progrès de l'exposition. Il a fait remarquer que les artefacts provenant du palais de Topkapı à Istanbul, lesquels sont actuellement exposés au Japon, pourraient faire partie de l'exposition du MRO.

Le président Furey et sa délégation ont attiré l'attention du ministre Ersoy sur l'immense potentiel touristique d'une exposition archéologique au centre-ville de Toronto, ainsi que sur l'intérêt possible dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, y compris les musées de New York, Washington et Chicago. Le président Furey a souligné la possibilité que l'accord concernant le CMEC soit signé lors du Sommet du G20 qui aura lieu au Japon en juin 2019, ce qui, à son avis, pourrait être l'occasion de mettre sur pied un groupe de travail pour discuter de collaboration culturelle. Le ministre Ersoy a terminé la rencontre en remerciant le Canada pour son approche positive et objective à l'égard de la Turquie.

Rencontre avec M. Ziya Selçuk, ministre de l'Éducation nationale

M. Ziya Selçuk, ministre de l'Éducation nationale, a rencontré le président Furey et la délégation dans les bureaux du ministère de l'Éducation nationale. Le ministre Selçuk a parlé de l'importance d'établir un cadre officiel, c'est-à-dire un accord bilatéral sur un partenariat éducatif. En réponse, le président Furey a souligné la signature possible d'un accord pour le CMEC, lequel comprendra un volet d'éducation. Le ministre Selçuk a aussi mentionné que le Canada était la principale destination choisie par les étudiants turcs et s'est réjoui de la possibilité qu'un plus grand nombre de Canadiens viennent étudier en Turquie, ce qui aurait, à son avis, des retombées économiques durables et assurerait une interdépendance entre certains secteurs clés.

Enfin, à titre d'allié et de partenaire de l'OTAN, le ministre Selçuk a sollicité le soutien du Canada dans le combat de la Turquie contre le terrorisme. Il a mentionné que les auteurs de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 étaient toujours en liberté, et que certains d'entre eux demeuraient au Canada.

Autres activités

Lors de son séjour dans la capitale turque, la délégation s'est rendue au Mausolée Anıtkabir où elle a déposé une gerbe de fleurs et signé le livre d'honneur. Les délégués ont aussi visité le musée Atatürk consacré à Mustafa Kemal Atatürk, fondateur et premier président de la République de Turquie, et à la Guerre d'indépendance turque (1919-1922).

Le président Furey et la délégation ont de plus eu l'occasion de visiter la Grande Assemblée nationale et ont été témoins de la dévastation des bombardements survenus en juillet 2016 lors de la tentative de coup d'État. Ils ont rendu hommage aux personnes décédées en déposant des fleurs à l'endroit où l'attaque aérienne a eu lieu.

La délégation s'est ensuite rendue à Istanbul afin de prendre part à une table ronde avec le conseil des entreprises Canada-Turquie et des chefs du secteur privé des affaires en Turquie. Les entretiens ont permis de mieux comprendre les défis auxquels les entreprises canadiennes doivent faire face en Turquie et les possibilités qui s'offrent à elles.

Toujours à Istanbul, les délégués ont enfin pu apprécier la culture du pays en visitant brièvement divers sites religieux, culturels et historiques, notamment le musée des civilisations anatoliennes, le palais de Topkapı, la basilique Sainte-Sophie et la Citerne Basilique.

Remerciements

La délégation exprime ses remerciements au personnel d'Affaires mondiales Canada et de la Bibliothèque du Parlement ainsi qu'aux ambassades du Canada en République arabe d'Égypte et en République de Turquie pour leur soutien, leur professionnalisme et leur aide à la préparation de cette visite et pendant la visite.

Les délégués tiennent également à remercier Affaires mondiales Canada et la Bibliothèque du Parlement pour la documentation qu'ils ont fournie dans le cadre de la préparation du voyage

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat

L'honorable George J. Furey, c.r.

Dépenses de voyage

Visite de l'honorable George J. Furey, c.r., président du Sénat et d'une délégation parlementaire, République arabe d'Égypte et République de Turquie, du 19 au 24 mai 2019

DÉPLACEMENTS	72 022,40 \$
HÉBERGEMENT	0,00 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	2 942,59 \$
PROTOCOLE	1 505,61 \$
FRAIS DIVERS	286,13 \$
TOTAL	76 756,73 \$